

LA COMMUNICATION DANS LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT ET L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT

Stéphane Boulc'h (COTA - Belgique)

En 2003, le COTA a effectué une enquête sur les pratiques et besoins communicationnels et informationnels des ONG belges dans les projets au Sud. Par cette enquête, le COTA souhaitait établir un état des connaissances, réflexions et compétences des ONG belges en matière de communication et d'information pour le développement et le changement social. Munis d'une meilleure connaissance des besoins et demandes des ONG dans ces matières, nous espérons être en mesure d'identifier des champs d'investigation à partir desquels orienter nos recherches pour les trois années à venir. La démarche avait également pour but de sensibiliser les ONG les plus sceptiques à l'importance de cette problématique dans le cadre des projets au Sud et, après les avoir identifiés, de favoriser l'implication dans nos études d'autres acteurs belges préoccupés par les aspects communicationnels ou investis dans le montage de projet de médias au Sud.

Voici un résumé des principaux constats de cette étude. Le rapport intégral sera consultable sous format PDF sur le site Internet du COTA (www.cota.be) à partir du **15 septembre 2004**.

Le site offrira également aux lecteurs de l'enquête la possibilité d'exprimer leur opinion ou adresser leurs questions et réflexions à travers un **forum de discussion** où un certain nombre de débats seront ouverts à tous.

Parmi les questions soulevées dans ce forum trois au moins concerneront l'Education au Développement et sont à notre avis en lien étroit avec des préoccupations exprimées lors de l'université d'été :

- Quels liens entre la communication **pour** le développement (la communication faite au Sud en appui aux initiatives de développement ou les projets de communication au Sud) et la communication **au** développement (définie en Belgique comme une activité de sensibilisation dirigée vers un public du Nord) ?
- Quelle participation des partenaires du Sud aux stratégies de communication/d'information/d'éducation des ONG du Nord ?
- Quelle coordination entre l'information/l'éducation au développement au Nord et les projets de développement au Sud ?

C'est la raison pour laquelle nous voulons vous faire partager nos observations. Nous y tenons d'autant plus qu'à plusieurs reprises, des débats et nombreuses discussions de l'université d'été, ont porté sur la nécessité d'améliorer l'éducation des ONG en matière de communication et de maîtrise des médias ; une conclusion à laquelle nous aboutissons également...

I - PRATIQUES ET CONCEPTIONS DE LA COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT CHEZ LES ONG BELGES

Quatre constats principaux se dégagent de l'enquête :

1- Les concepts et enjeux de la communication pour le développement et le changement social sont mal connus ou sous-estimés par les ONG.

En l'absence de typologie claire et compte tenu de la diversité des expériences des ONG, il n'existe pas de consensus sur les acceptions que recouvre la communication. *L'amalgame est souvent fait entre les objectifs et les méthodes de l'éducation au développement et celles de la communication pour le développement et le changement social.* Cette confusion trahit une conception de la communication pour le développement limitée aux aspects de sensibilisation et de vulgarisation.

Les enjeux de la communication pour le développement et le changement social sont presque toujours perçus à une échelle globale : au niveau des relations internationales, il s'agit de réduire la fracture numérique, de permettre aux pays du Sud de prendre une part plus active et équitable dans les grands chantiers politiques et socio-économiques mondiaux ; au niveau d'une nation, d'une région, d'une localité, d'une communauté, il s'agit de favoriser la bonne gouvernance et l'émergence de systèmes de représentation et de participation démocratiques ; de même qu'au niveau d'un réseau ou d'une organisation...

On ne reconnaît pas aux projets de communication, un statut de projet à part entière. Les ONG les regardent d'abord comme des « sous-projets », des moyens d'atteindre d'autres objectifs ou bien comme des plus-values qui leur paraissent coïncider avec l'esprit et les intentions de leurs interventions. Le recours aux médias de communication et éventuellement leur appui est perçu comme un moyen pour promouvoir ou faciliter des objectifs de développement. Dans cette logique, le soutien à des médias ou à la dynamisation de la communication ne relève pas en soi des enjeux du développement, en tout cas pas de ceux auxquels les ONG doivent se consacrer. Cela incomberait plutôt aux professionnels des médias et du journalisme. Les ONG semblent donc plus disposées à se lancer dans des *activités* de communication que dans des *projets* de communication parce que les premières paraissent plus à leur portée et peuvent plus facilement s'intégrer à leurs autres interventions.

Le champ d'activité le plus couvert est sans conteste celui des IEC (Information, Education, Communication). Cette prédilection confirme le constat selon lequel la conception de *la communication pour le développement est surtout axée sur les activités de sensibilisation et de vulgarisation et sur des références appartenant essentiellement au journalisme et aux médias de masse.* Ceci, ajouté à une certaine difficulté de mettre en œuvre des activités participatives, semble indiquer qu'on se cantonne à des *dispositifs de diffusion top/down peu participatifs.* Le parent pauvre des activités de communication est sans nul doute l'autopromotion communautaire. Peu nombreux sont les témoins qui tentent d'en cultiver les potentiels en faveur de leurs projets (cela pourrait aller de pair avec les difficultés à concrétiser la participation dans la gestion des projets).

On est généralement conscient que les projets de développement contiennent des enjeux communicationnels et informationnels importants, mais ils ne sont pas considérés comme des enjeux de communication pour le développement ; davantage comme des enjeux de gestion de projet, des préoccupations subalternes. Les

ressources humaines, techniques et financières sont d'abord consacrées à la satisfaction de ce qu'on considère comme les besoins de base des populations du Sud (santé, alimentation... ; sous-entendu : l'accès à l'information et le droit à la communication n'en sont pas.)

Lorsqu'on demande aux ONG de décrire les besoins communicationnels de leurs projets ce sont surtout et avant tout des préoccupations opérationnelles qui sont exprimées. Les premiers besoins communicationnels exprimés par les ONG dans leurs projets concernent la sensibilisation, la vulgarisation, l'information et la promotion, quatre notions souvent associées et parfois confondues.

Il est souvent question aussi de faciliter l'accès à l'information, les relations entre acteurs et/ou bénéficiaires d'un projet en les mettant sur un pied plus équitable sur le plan de l'accès à l'information.

La plupart des ONG cantonnent les problématiques de communication à des problèmes de type interrelationnel considérés somme toute comme relativement banals, communs à toutes activités humaines et ne justifiant, sauf cas exceptionnel, aucune attention particulière, ni compétence spéciale hormis des aptitudes relevant du bon sens et la capacité à s'adapter aux circonstances. Ce ne sont pas à leurs yeux des enjeux cruciaux.

Il ressort que les aspects de la gestion des projets qui posent des problèmes de communication semblent essentiellement se rapporter *aux relations de partenariat* et aux *activités de diagnostic*. Dans ces cadres, les difficultés tiendraient généralement à de mauvaises conditions de concertation et d'échange d'informations. La faible capacité des ONG à capitaliser leurs expériences joue probablement aussi un rôle.

2- Les ONG ont des difficultés à intégrer des activités de communication à leurs projets de développement.

Les ONG admettent éprouver des difficultés à identifier des besoins de communication et à les décliner en stratégies qui intègrent les activités de communication à leurs projets de développement. Ressenties à divers degrés par les ONG, ces difficultés le sont surtout quand il s'agit :

- d'adapter leurs compétences internes et d'identifier et mettre à profit des compétences externes,
- de diagnostiquer spécifiquement les activités de communication,
- de faire en sorte que le partenaire et/ou le bénéficiaire s'approprient l'activité de communication,
- de financer des activités de communication de façon adéquate.

3- Les références, ressources documentaires, d'appui ou de conseils sont jugées insuffisantes ou sont mal connues.

Les ONG ne savent pas où et à qui s'adresser pour obtenir les informations qui leur permettraient d'en mieux cerner les enjeux et de trouver des solutions aux problèmes qui se présentent.

Il est vrai que les ressources et les références sont peu nombreuses et visibles qui traitent des projets de développement sous l'angle communicationnel, en tout cas lorsqu'il s'agit de ce que nous avons appelé la communication gestionnaire. Les acteurs des secteurs de la communication pour le développement, qu'ils soient belges ou étrangers, ne jouissent pas d'une bonne visibilité auprès des ONG. Les ONG ne savent pas où et à qui s'adresser pour trouver les analyses, les renseignements techniques, méthodologiques ou l'appui qui leur manquent. A la rigueur, on les cherchera parfois auprès des professionnels des médias ou de l'éducation au développement mais leurs compétences ne sont que partiellement adaptées aux besoins du terrain.

Il y a un travail à faire pour répertorier et traiter les références existantes. De nombreux enquêtés ont estimé qu'il serait bon de disposer d'annuaires qui référencent les ressources humaines et documentaires disponibles. La plupart des gens jugent opportun l'édition de publications ou l'organisation de séminaires susceptibles de les aider à mieux cerner les enjeux et trouver des solutions aux problèmes qui se présentent mais dans le même temps ils se rétractent en s'estimant déjà submergés d'informations et de manuels de tout ordre et ne sachant qu'en faire.

Beaucoup n'ont pas de volonté réelle d'identifier et de consulter les références existantes. Si le matériel était disponible, il n'est pas certain qu'ils en profiteraient.

La plupart confessent même ne pas être en mesure de capitaliser dans leurs propres spécialités.

4- Les ONG expriment de plus en plus l'ambition de faciliter les échanges d'informations avec leurs partenaires et/ou d'autres acteurs.

Il s'agit de se doter des garanties d'une meilleure gestion de projet (concertation et planification), d'aboutir à de meilleures relations de partenariat, d'obtenir de meilleurs outils de travail et de réflexion. On est préoccupé par l'idée de pouvoir mieux communiquer et plus rapidement à moindre coût. On recherche surtout des moyens de mieux gérer l'information concernant les projets et leurs secteurs d'activité.

Les ONG déclarent chercher à inciter leurs partenaires à concilier à la fois leurs besoins communicationnels internes et externes, de façon à renforcer leur cohérence institutionnelle et organisationnelle. Celle-ci passe nécessairement par un meilleur partage de l'information et une meilleure répartition des responsabilités dans les matières communicationnelles et décisionnelles. Il s'agit également d'entretenir la relation entre ces organisations, leurs employés, leurs partenaires extérieurs mais aussi leurs bases. L'enjeu peut être aussi d'aider le partenaire à s'affirmer comme puissance de pression et de lobbying.

On voudrait optimiser la coordination entre les divers intervenants d'un projet. Une communication plus cohérente apparaît comme le gage d'une gestion plus efficace des projets. Celle-ci ne dépendra pas uniquement de dispositions techniques.

D'où l'émergence d'expériences de plus en plus fréquentes qui visent justement à améliorer les flux d'information entre acteurs du développement et le partage des données disponibles pour créer les conditions d'une meilleure gestion.

5- Conclusions

Des quatre constats résumés ici, nous estimons pouvoir déduire quatre champs de réflexion dans lesquels nous investir :

- Comment intégrer des activités de communication à un projet de développement ?
- Comment offrir davantage de références, de ressources documentaires, d'appui ou de conseils adaptés aux besoins et contraintes des ONG ?
- Comment capitaliser pour une meilleure gestion et mise en œuvre des projets au Sud ?
- Comment améliorer les flux d'information entre acteurs du développement et le partage des données disponibles ?

Ces quatre champs de réflexion, nous souhaitons les soumettre à l'appréciation des ONG afin qu'elles nous disent s'ils correspondent réellement à leur préoccupations, qu'elles établissent avec nous des priorités d'action et, pourquoi pas, qu'elles puissent estimer dans quelle mesure elles seraient prêtes à s'y investir.

Ce sera pour nous une façon supplémentaire de poursuivre une sensibilisation que nous jugeons encore nécessaire sur les différentes dimensions de la communication pour le développement et le changement social.

Il n'y a pas assez de projets de communication soutenus par la Belgique. C'est un champ d'action malheureusement délaissé. Pourtant, continuer à travailler dans des pays où l'éducation au média est insuffisante, où les potentialités de création et d'expression ne sont pas cultivées, les techniques mal connues, ne pas soi-même être en mesure de comprendre et maîtriser les médias et les autres outils de communication et d'information, c'est condamner les futurs projets à souffrir des mêmes défaillances qu'aujourd'hui...

II- COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT ET EDUCATION POUR LE DEVELOPPEMENT

Un cinquième champ d'investigation s'impose à nous : *celui des relations entre projets au Sud et éducation au développement au Nord*. Nous avons déjà énuméré en préambule quelques angles possibles de réflexion déclinés de cette problématique. A travers ces questions, ce sont celles des *objectifs du partenariat Nord Sud*, celle de la *nature des échanges entre acteurs du Sud et du Nord*, celle de la *maîtrise des outils et des enjeux communicationnels* par les ONG des deux hémisphères, celle de la *valorisation des expériences du Sud* au Nord, etc. autant de préoccupations qui prolongent et complètent notre réflexion initiale.

C'est pourquoi nous leur réserverons au moins un espace dans notre forum Internet.

Ce n'était pourtant pas notre intention au départ. L'enquête ne s'est préoccupée que des aspects communicationnels et informationnels liés à la réalisation/à l'appui de projets au Sud. De prime abord, nous ne nous sommes donc pas intéressés aux pratiques communicationnelles et informationnelles des ONG lorsque celles-ci concernent leurs activités de récolte de fonds ou d'éducation au développement auprès du public du Nord (à moins que cette activité soit immédiatement liée à un

projet au Sud et/ou implique directement les partenaires du Sud et/ou ait des retombées concrètes sur la bonne marche du projet).

Pourtant, en dépit des limites imposées d'emblée, un certain nombre d'enquêtés ne font pas la distinction entre communication pour le développement et l'éducation pour le développement.

1- Un lien nécessaire

Ainsi, œuvrer en matière de communication pour le développement et le changement social équivaut à la fois à :

- à donner aux gens les moyens de faire des choix en connaissance de cause, de disposer d'informations fiables, d'être capable de les décrypter, de les interpréter, de les analyser, de se les approprier et de disposer de possibilités de réactions ;
- à inciter le Nord à prendre conscience de la situation du Sud et à modifier en conséquence son propre comportement.

Il est vrai, nous avons pu le remarquer, que la confusion est souvent faite entre les objectifs et les méthodes de l'éducation au développement et celles de la communication pour le développement et le changement social.

Cependant l'amalgame ne réside pas dans le flou général des concepts de communication et n'est pas forcément involontaire ou dû à une incompréhension des termes de l'enquête. Plusieurs représentants d'ONG ont sciemment insisté pour que les activités d'éducation au développement au Nord soient considérées comme des initiatives de communication pour le développement.

Plusieurs personnes, jusqu'à présent uniquement engagées dans l'appui de partenaire au Sud, ont avoué être de plus en plus conscientes de l'importance des activités d'éducation au développement au Nord pour leurs projets au Sud. La démarche de coopération sur le terrain ne saurait porter ses fruits sans le soutien d'un front de conscientisation au Nord. Elles tiennent délibérément à affirmer la nécessaire complémentarité des démarches d'éducation/d'information menées sur les deux hémisphères et appellent à une meilleure coordination et à une plus grande cohérence entre les deux secteurs d'activité.

Ainsi, par exemple, confrontée à une certaine réalité au Sud, elles souhaiteraient que leurs collègues « éducateur au développement » du Nord s'en fassent davantage l'écho plutôt que de se lancer dans des campagnes à leurs yeux moins directement en phase avec les préoccupations des partenaires avec lesquels elles travaillent sur le terrain ; ces ONG ont parfois besoin de répercuter des informations au Nord et souhaiteraient que celles qui en ont les compétences puissent les y aider ; en échange elles pourraient systématiquement relayer les informations directement prélevées sur le terrain.

2- Une meilleure coordination entre ONG d'éducation au développement et projets au Sud

Aussi, bien qu'elles ne soient pas encore réellement mises en application, les idées d'action d'éducation au développement croisées entre le Sud et le Nord commencent à naître. Déjà des ONG se servent des témoignages de leurs partenaires du Sud pour articuler leurs initiatives d'éducation au développement ; certaines misent beaucoup sur les rencontres entre pairs des deux hémisphères ; quelques-uns envisagent à terme de s'associer avec des organisations d'éducation au Nord dans l'espoir de bénéficier de leur savoir faire pour leurs actions au Sud.

Dans l'ensemble, on ne dépasse pas encore le stade des intentions (voir à ce propos le dossier publié par ITECO dans Antipodes n°161-162, juin-septembre 2003). Le partenaire est mis à contribution pour cautionner une stratégie souvent préparée par la seule ONG du Nord sous prétexte que celle-ci connaît mieux son public. Les partenaires du Sud ne sont pas suffisamment impliqués dans la conception des stratégies d'éducation au développement. Ils n'y sont pas assez responsabilisés.

Dans quelle mesure les limites du partenariat influent-elles sur cette situation ? On pourrait retourner la question, une plus grande collaboration dans les activités d'éducation au développement contribuerait-elle à améliorer les relations de partenariat Nord Sud (en facilitant par exemple une (re)connaissance mutuelle des partenaires et de leurs environnements) ?

3- Une plus grande sensibilisation des partenaires du Sud aux enjeux de l'éducation au développement au Nord

Dans quelques cas, les ONG estiment difficile de prendre en compte l'existence des besoins du Nord dans la relation de partenariat.

Les demandes des ONG du Nord à l'égard du partenaire du Sud ne concernent pas uniquement les données comptables et administratives nécessaires à la gestion d'un projet. Les attentes sont nombreuses : elles peuvent concerner aussi le relais d'informations de terrain pour une meilleure capitalisation des pratiques, l'alimentation d'une base de données, une réactualisation des connaissances sur une région ou réorientation stratégique ; ou plus couramment encore la participation à des activités d'éducation au développement au Nord ou la constitution de banques d'images pour la promotion de l'ONG, etc.

Les organisations du Sud étant surtout d'abord intéressées par l'obtention de fonds et le soutien d'une expertise, elles ne s'intéresseraient pas aux besoins de ceux du Nord et/ou n'imaginent pas que leurs interlocuteurs du Nord puissent avoir de tels besoins et/ou elles considèrent qu'ils sont moins prioritaires que les leurs.

Il serait quelquefois difficile de faire admettre aux partenaires du Sud que la relation de partenariat implique un échange.

Une plus grande implication du Sud dans l'éducation au développement au Nord serait peut-être facilitée par un travail préalable de sensibilisation par les équipes du Nord présentes sur le terrain ? Une participation du Sud à l'éducation au développement au Nord permettrait peut-être une prise en compte plus équilibrée des besoins réciproques ?

4- Une meilleure prise en compte des ambitions d'éducation au développement des partenaires du Sud

Dans le même temps cependant il est avéré que des ONG du Sud expriment le besoin de pouvoir communiquer directement avec le public du Nord. De quels relais disposent-elles réellement pour le faire? Peu sensibles aux enjeux de la communication, peu enclines à se préoccuper des stratégies propres de leurs partenaires en la matière, les ONG du Nord s'intéressent-elles suffisamment à ces besoins ?

A notre connaissance, il n'existe à ce jour aucune étude répertoriant et analysant les initiatives d'ores et déjà prises par des organisations du Sud pour toucher directement le Nord. Elle vaudrait peut-être la peine d'être réalisée ?